

CONTRAT DE DEVELOPPEMENT ET DE TRANSITIONS 2023-2025

Grand Pau



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023

La Région Nouvelle-Aquitaine, représentée par Monsieur Alain ROUSSET, Président du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine, ci-après dénommée **la Région**,

Et

Les EPCI composant le territoire de projet Grand Pau :

- la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées, représentée par François BAYROU, son Président
- la Communauté de Communes des Luys en Béarn, représentée par Bernard PEYROULET, son Président,
- la Communauté de Communes du Nord-Est-Béarn, représentée par Thierry CARRERE, son Président,

les EPCI ci-après dénommés **le Territoire**.

Vu la délibération du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine en date du 21 mars 2022 approuvant la politique contractuelle 2023-2025 de la Nouvelle-Aquitaine et son cadre d'intervention ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées en date du XX/XX/2023 approuvant le contrat de développement et de transitions du territoire Grand Pau et autorisant son Président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes des Luys en Béarn en date du 10/11/2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du territoire Grand Pau et autorisant son Président à le signer ;

Vu la délibération de la Communauté de Communes du Nord-Est-Béarn en date du 30/06/2022 approuvant le contrat de développement et de transitions du territoire Grand Pau et autorisant son Président à le signer ;

Vu la délibération du Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine en date du 12/06/2023 approuvant le contrat de développement et de transitions du territoire Grand Pau et autorisant son président à le signer ;

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_*_**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La Région Nouvelle-Aquitaine, avec sa politique contractuelle territoriale, entend renforcer les atouts des territoires qui la composent pour soutenir leur attractivité et la résilience de leur modèle de développement. Plus grande région de France, caractérisée par une économie dynamique comme par de forts contrastes territoriaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, avec la contractualisation, mène une politique volontariste d'aménagement du territoire favorisant la cohésion et les liens urbain-rural.

La première génération de contrats de territoires, mobilisant les collectivités et les acteurs territoriaux dans la co-construction de stratégies territoriales avec la Région, a permis d'accompagner nombre de projets vecteurs de développement économique, d'emplois et de services de proximité dans les territoires.

Forte des orientations du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et de la feuille de route Néo Terra, la Région Nouvelle-Aquitaine construit une action territoriale renouvelée facilitant la mise en place d'orientations stratégiques partagées pour répondre aux enjeux posés par les crises climatiques, environnementales, sanitaires et sociales, et accélérer les projets porteurs de transitions. Cette action s'appuie également sur le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), qui comporte des orientations territoriales dans une stratégie globale pour le développement économique.

Il s'agit désormais de poursuivre l'action régionale dans un référentiel stable, en s'appuyant sur les points forts qui ont marqué sa réussite : maillage territorial adapté, valorisation des atouts de tous les territoires, soutien renforcé aux territoires les plus vulnérables, visibilité de l'action régionale, tout en visant de nouvelles ambitions : appui à des modèles de développement plus résilients, soutien renforcé aux projets portés par les acteurs de la ruralité, et renforcement des coopérations territoriales.

Le dialogue territorial est construit autour du **Contrat de développement et de transitions** : centré sur une stratégie territoriale partagée issue des projets de territoire et des analyses fournies par la Région, il vise à l'accélération de projets de développement répondant à des enjeux de transition et d'attractivité pour la période 2023-2025. Pour les territoires les plus vulnérables sur le plan socio-économique, sa mise en œuvre est facilitée par le soutien régional à l'ingénierie, garant de l'émergence, la détection et l'accompagnement des projets innovants ou coopératifs s'inscrivant au mieux dans les orientations régionales.

Les Contrats de développement et de transitions sont articulés avec les fonds européens dont la Région est autorité de gestion, et avec les CPER et CPIER 2021-2027.

La Région met en place un accompagnement de proximité fondé sur un binôme conseiller régional référent de territoire – chargé de mission territoriale, appuyé par un chef de projet CADET pour les territoires en retournement économique. Ce réseau de proximité au sein de la DATAR mobilise l'ensemble des services experts de la Région pour offrir aux territoires des solutions adaptées à leurs enjeux, et utilise un cadre d'intervention dédié à des interventions sur-mesure ou visant à l'attractivité du territoire. Il anime le réseau des développeurs territoriaux à l'échelle régionale dans le but de renforcer leur expertise et la coopération, gages d'un développement structuré et cohérent.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

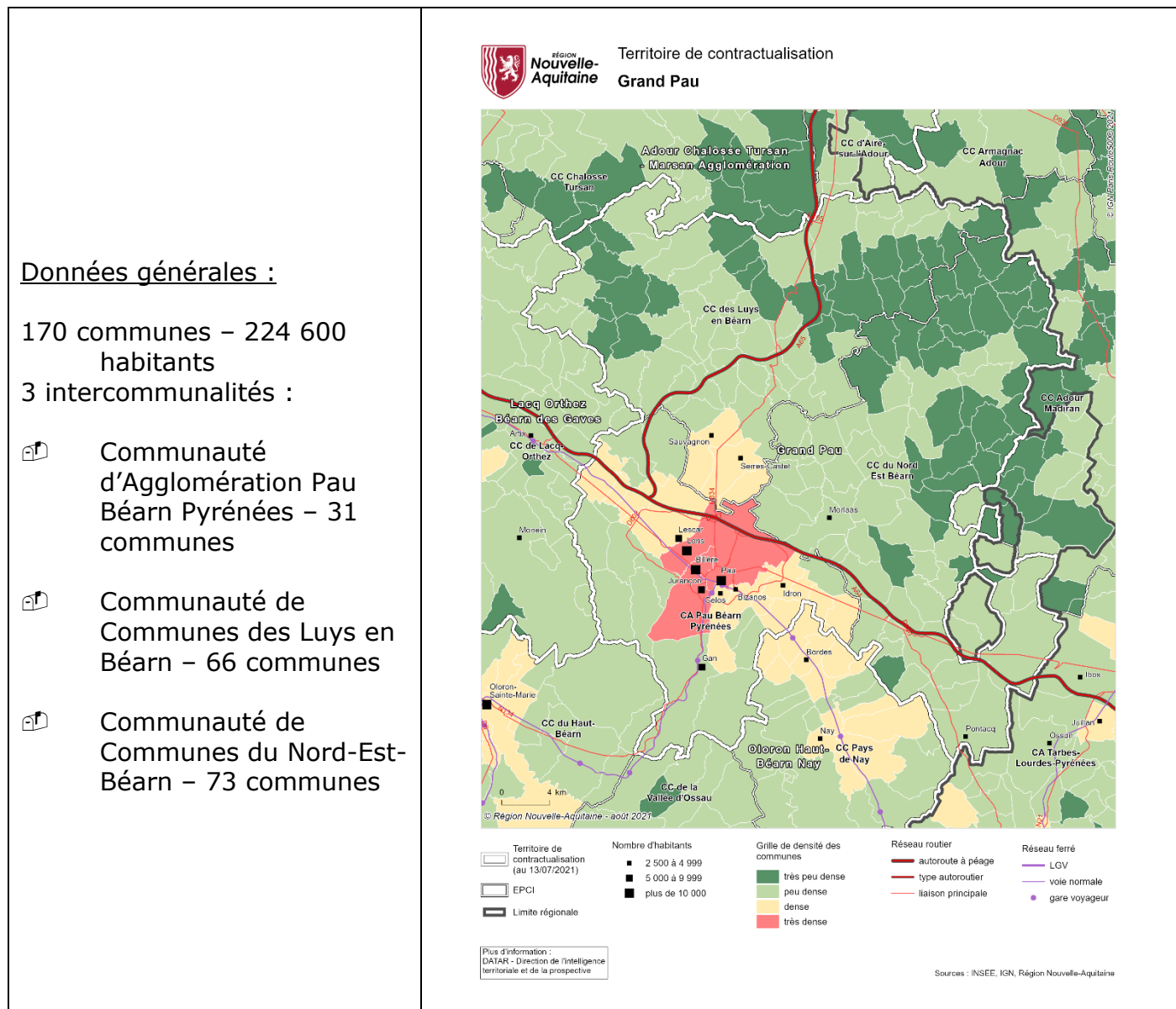
033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023

Article 1 : PRESENTATION DU TERRITOIRE DE CONTRACTUALISATION

1-1 Présentation du territoire de contractualisation



Le territoire du « Grand Pau » regroupe deux Communautés de Communes et une Communauté d'Agglomération : les Luys en Béarn, Nord-Est-Béarn et Pau Béarn Pyrénées. Situé sur l'axe majeur du Piémont pyrénéen, qui relie Toulouse à la conurbation Basque, ce territoire rassemble 224 600 habitants et 170 communes.

Le territoire est structuré en archipel, articulé à la ville centre (Pau et son agglomération, 161 800 habitants) et possède des centralités qui assurent une bonne couverture en services (Serres-Castet, Morlaàs, Soumoulou, Pontacq, Gan, Garlin, etc.). L'agglomération de Pau est la polarité principale, chef-lieu de département, pôle économique, culturel et sportif et pèse de son poids démographique et économique sur l'ensemble du territoire.

Au cours des cinq dernières années, la population du Grand Pau a peu augmenté, de 0,2% par an. Le principal mouvement de population est interne : les habitants se redistribuent à l'intérieur de l'espace du Grand Pau. Globalement, l'agglomération principale (Pau Béarn

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023

Pyrénées) perd des habitants au profit des territoires voisins (CCNEB et CCLB). Ce phénomène contribue à accroître les contrastes sociaux déjà importants entre les trois EPCI. Dans la CAPBP, plus de 14% de la population vit sous le seuil de pauvreté, contre moins de 10% dans les deux communautés de communes. Cette situation est particulièrement prégnante dans les deux quartiers politiques de la ville situés à Pau (Saragosse et Ousse des Bois). Cette caractéristique urbaine ne doit cependant pas masquer des situations de communes rurales du nord du territoire parfois en grandes difficultés (vieillesse de la population, taux de chômage des jeunes, etc.).

Le Grand Pau se distingue également par une forte présence de l'industrie et une part importante des activités de recherche et développement (2,4% de l'emploi du territoire). Même si le territoire est confronté à une stagnation de l'emploi, voire dans les toutes dernières années, à un recul important. Ce recul relatif de l'emploi s'accompagne de sa concentration géographique : il baisse dans les deux communautés de communes et stagne dans l'agglomération paloise. Ainsi, les actifs proportionnellement plus nombreux dans les deux communautés de communes que dans la CAPBP se trouvent dans une dépendance croissante du pôle palois, qui accroît la concentration des emplois en son sein.

Ceci entraîne, en dépit d'une démographie peu dynamique, une augmentation des mobilités quotidiennes fortement polarisées par la CAPBP. Ces mobilités sont encore largement dépendantes de la voiture individuelle, alors que la part de l'usage des transports en commun et des modes actifs (comme le vélo) demeure très minoritaire.

Il est également à noter que 90% du territoire du Grand Pau est constitué d'espaces naturels, forestiers et agricoles et d'espaces naturels remarquables. Pour le territoire, ces ressources constituent des leviers d'action pour engager une stratégie de transition équilibrée et durable. Ce sont aussi des moteurs économiques importants dont la valorisation peut avoir un effet positif sur l'activité et l'emploi. Les territoires ruraux jouent de fait un rôle central dans cet objectif : ce sont eux qui disposent principalement de ces ressources naturelles et agricoles.

Enfin, les réflexions menées par le Grand Pau s'inscrivent dans un ensemble de démarches qui constituent une stratégie globale : le Contrat de Développement et de Transitions, le SCoT, le programme Territoire d'Industrie Lacq-Pau-Tarbes, le volet territorial des fonds européens 21-27, le CRTE, etc.

Les trois EPCI constituant le Grand Pau étant considérés comme peu vulnérables, le territoire de projet est lui aussi classé peu vulnérable. Il est également à noter que parmi les 170 communes du Grand Pau, 150 sont considérées comme rurales, soit 88% du territoire, selon la répartition suivante :

- CAPBP : 14 communes rurales sur les 31 de l'EPCI, soit 45%
- CCLB : 63 communes rurales sur les 66 de l'EPCI, soit 96%
- CCNEB : toutes les communes de l'EPCI sont considérées comme rurales

1-2 Stratégie territoriale de développement

En s'appuyant sur une lecture partagée des enjeux, le Territoire et la Région s'accordent pour retenir la stratégie partagée suivante déclinée en axes stratégiques (l'annexe 1 « note d'enjeux » précise le cheminement qui amène le Territoire à construire une stratégie territoriale à partir des enjeux partagés avec la Région) :

Axe 1 : Développer, protéger et valoriser les ressources naturelles et agricoles du Grand Pau

Sous-axe 1.1 : Réduire notre consommation énergétique et développer la production d'énergies renouvelables

Sous-axe 1.2 : Être un territoire exemplaire dans la gestion des déchets pour favoriser le développement de l'économie circulaire

Sous-axe 1.3 : Protéger et valoriser notre environnement agricole et naturel

Axe 2 : Favoriser un cadre de vie quotidienne adapté aux transformations de la société

Sous-axe 2.1 : Développer l'offre et l'accessibilité aux services de proximité

Sous-axe 2.2 : Conforter les centralités du territoire

Sous-axe 2.3 : Favoriser les mobilités alternatives à la voiture individuelle

Axe 3 : Conforter le rayonnement et l'attractivité du Grand Pau et du Béarn

Sous-axe 3.1 : Contribuer à la politique de promotion territoriale du Béarn

Sous-axe 3.2 : Valoriser les atouts du territoire auprès des habitants et des visiteurs

Dans le cadre des contrats de territoire et de ses compétences, la Région entend soutenir les projets issus des ruralités permettant de renforcer les dynamiques de développement, de transition et d'innovation en milieu rural. Les thématiques comme l'accès aux services essentiels, l'agriculture, la transition écologique et énergétique, la santé, l'éducation, l'emploi et l'activité économique, les mobilités, le logement, méritent un investissement collectif dans lequel la Région se doit d'être présente. Ces projets construits dans une logique de pertinence de réponse aux besoins et dans une cohérence d'action territoriale bénéficieront d'un soutien régional dans le cadre du contrat de territoire.

En outre, le Territoire et la Région s'accordent pour viser, au terme de la période de contractualisation, un objectif de taux d'engagement des aides régionales de **20%** en faveur des communes rurales correspondant aux communes peu denses et très peu denses selon la nouvelle définition INSEE / Eurostat (annexe 3).

Article 2 : OBJET DU CONTRAT

Le présent **Contrat de développement et de transitions du territoire Grand Pau** a pour objet de préciser les modalités du partenariat entre la Région et les EPCI composant le Territoire, en vue notamment de la mise en œuvre du **plan d'actions pluriannuel** (annexe 2) que le territoire de projet souhaite mettre en œuvre sur la période de contractualisation avec l'appui de la Région Nouvelle-Aquitaine.

L'appui régional concerne :

- le **programme d'actions pluriannuel du territoire**, relevant des domaines de compétences régionales (annexe 2) ;
- **l'ingénierie du territoire**. La mobilisation d'une ingénierie performante, coordonnée entre les initiatives des collectivités et de l'Etat, est indispensable pour favoriser le développement des territoires. L'enjeu est de recréer, sur les territoires fragiles, de la valeur ajoutée par le développement de l'innovation, des compétences et de l'entrepreneuriat.

Le présent contrat constitue le cadre de mise en cohérence, sur le territoire de projet, des politiques sectorielles de la Région. A ce titre, il tient compte des actions contractualisées

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023

dans le cadre des différentes stratégies sectorielles de la Région ainsi que **des actions conduites par la Région dans ses domaines de compétences comme l'éducation, la mobilité, la formation professionnelle, et de la feuille de route Néo Terra en matière d'aménagement équilibré et durable des territoires** sur le territoire Grand Pau et qui ont impact direct sur son développement.

Le présent document et ses annexes constituent les pièces contractuelles.

Article 3 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Il pourra cependant être reconduit pour l'année 2026.

L'année 2026 sera consacrée à la préparation d'un nouveau contrat de territoire.

Les opérations du territoire retenues dans le plan d'actions pluriannuel du contrat (annexe 2) devront faire l'objet d'un engagement financier de la Région avant la fin du contrat et d'un début d'exécution, au plus tard, dans l'année qui suit la décision d'intervention.

Article 4 : GOUVERNANCE DU CONTRAT

Le pilotage du présent contrat est assuré par un comité co-animé par la Région (le Président ou son représentant) et le territoire de projet. Ce comité est mis en place dès la signature du contrat et se réunit au moins une fois par an, et en tant que de besoin selon les demandes de l'une ou l'autre des parties. Le comité de pilotage est élargi à des acteurs clés du territoire, en lien avec les enjeux définis.

L'enjeu est d'instaurer un dialogue permanent entre le territoire, ses acteurs et la collectivité régionale pour, en particulier, conduire des revues de projets, assurer le suivi et l'évaluation relative à l'exécution du programme, veiller à la cohérence des diverses contractualisations qui peuvent concerner le territoire de projet afin de mieux les articuler, ce qui pourra amener à élargir sa composition.

Pour ce qui relève des co-financements, la recherche d'une convergence dans le calendrier de décision des autres financeurs sera proposée.

Article 5 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS

Le plan d'actions pluriannuel du territoire présenté en annexe fera l'objet d'une actualisation par le Comité de pilotage pour traduire l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie territoriale.

Toute action financée relevant de la stratégie territoriale sera inscrite dans le plan d'actions pluriannuel qui sera complété et amendé au fur et à mesure de la mise en œuvre de la stratégie territoriale. Les comités de pilotage de suivi valideront l'inscription de nouveaux projets au plan d'actions pluriannuel, ainsi que l'éventuel retrait ou modification de projets déjà inscrits. A l'issue de chaque comité de pilotage, le plan d'actions pluriannuel sera ainsi actualisé.

Pour chaque action, il appartiendra au maître d'ouvrage concerné d'adresser un dossier de demande de subvention aux services concernés de la Région.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023

Les décisions de financement des actions retenues seront prises, après instruction par les services régionaux, par la Commission permanente de la Région Nouvelle-Aquitaine, conformément aux procédures et règlements d'intervention sectoriels en vigueur et sous réserve des disponibilités financières.

Article 6 : ARTICULATION AVEC LE CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE

Dans un objectif de cohérence et de proximité avec les territoires, la Région a défini le périmètre du Contrat de développement et de transitions comme étant celui du Contrat opérationnel de mobilité (COM). Celui-ci pourra être élaboré, sous le pilotage de la Région, à compter de 2023 en partenariat avec le Territoire, Nouvelle-Aquitaine Mobilités et les autres acteurs prévus par le Code des Transports.

Le Contrat de développement et de transitions pourra prévoir des orientations stratégiques répondant à des enjeux en matière de mobilités, et identifier dans son plan d'actions des projets relevant de la mise en œuvre de la stratégie.

Le cas échéant, le Contrat opérationnel de mobilité sera constitué d'un diagnostic dédié, prévoira les réponses locales aux enjeux de mobilités ressortant du Contrat de développement et de transitions, et permettra de définir, pour les EPCI éligibles (i.e. qui ne sont pas autorités organisatrices de la mobilité), les modalités de mise en œuvre de services de mobilité locale telles que prévues par la délibération 2020.2291.SP du Conseil régional.

Article 6 bis : ARTICULATION AVEC LE CPER ET POLITIQUES PUBLIQUES

Les projets inscrits au CPER volet Cohésion territoriale, s'ils sont fléchés sur des fonds Région, s'ils se déroulent dans la temporalité 2023-2025, et s'ils s'inscrivent dans la stratégie territoriale partagée, seront intégrés au contrat de développement et de transitions et suivis à ce titre.

Le Contrat de développement et de transitions pourra être amené à évoluer en lien avec la dynamique d'évolution des politiques publiques.

Article 7 : COMMUNICATION

Le Territoire de projet et les bénéficiaires s'engagent à assurer la publicité de la participation financière régionale pour chacune des opérations soutenues au titre de la mise en œuvre du contrat.

Les modalités de communication seront définies pour chaque opération dans le cadre de la convention d'application financière idoine.

Le Territoire de projet s'engage également à informer régulièrement les habitants de leur territoire via leurs supports d'informations (bulletins, site internet, réseaux sociaux...) des grands projets et des principales actions de la Région (TER, Très haut débit, festivals...) dont les informations seront fournies par la Région.

Enfin, les actions de marketing territorial soutenues par la Région devront s'inscrire en cohérence avec la communication régionale et associer les services concernés.

Article 8 : EVALUATION ET BILAN DU CONTRAT

Des modalités de suivi et d'évaluation sont co-construites par le Territoire et la Région afin de pouvoir mesurer l'efficacité des actions conduites. Des références qualitatives et quantitatives sont ainsi définies dans la note d'enjeux ; elles étayent les orientations de la stratégie territoriale.

Sur cette base, il sera conduit un bilan final, tant qualitatif que quantitatif, en 2026 pour la période 2023-2025. L'ensemble alimentera les évaluations au niveau régional et participera du processus d'amélioration des politiques publiques.

Le travail afférent à ce bilan sera à la charge des services de la Région pour les actions conduites directement par la collectivité au bénéfice du Territoire, et au Territoire de projet pour les opérations conduites par des maîtres d'ouvrages locaux.

Article 9 : MODIFICATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où des changements seraient apportés au statut juridique des signataires de la présente convention, la nouvelle entité juridique sera substituée de plein droit à l'ancienne structure signataire. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la nouvelle entité juridique.

Article 10 : RESILIATION ET LITIGES

En cas de non respect par l'une des parties des termes du présent contrat, celui-ci peut être résilié par la partie la plus diligente, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi par cette dernière à la partie défaillante, d'une lettre exposant ses griefs, adressée en recommandé avec accusé réception valant mise en demeure.

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si dans le délai de trois mois à compter de l'envoi par la partie la plus diligente des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le Tribunal administratif de Bordeaux de l'objet de leurs litiges.

Fait en 4 exemplaires

A Bordeaux, le

A, le

Le Président
du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine,

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Pau Béarn
Pyrénées,

Alain ROUSSET

François BAYROU

A, le

A, le

Le Président de la Communauté de
Communes des Luys en Béarn,

Le Président de la Communauté de
Communes du Nord-Est-Béarn,

Bernard PEYROULET

Thierry CARRERE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023

Liste des annexes

Annexe 1 : Note d'enjeux

Annexe 2 : Plan d'actions pluriannuel du territoire

Annexe 3 : Cartographie des communes urbaines / rurales (définition INSEE / Eurostat)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230612-lmc100002813809-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/06/2023
Retour Préfecture : 28/06/2023